

CAMPAGNE ÉLECTORALE À ALGER

Peu de dépassements enregistrés

**Au sein de la permanence d'Alger de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, l'on est loin de l'effervescence que l'on pourrait imaginer.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Un petit tour effectué, hier matin, au centre culturel Historia, sis à la rue Larbi-Ben-Mhidi, en plein cœur de la capitale, qui lui sert de siège, nous a permis de nous imprégner d'une tout autre ambiance. Pas grand monde à se bousculer si ce ne sont ces quelques notaires et autres huissiers de justice que l'Instance continue à réquisitionner pour un optimal essaimage de la campagne électorale pour les élections législatives mais surtout pour le jour J, soit le 4 mai prochain. Autrement dit, les membres

de cette permanence au nombre de 14, dont des magistrats et des représentants de la société civile, chôment ou presque puisque les recours et autres réclamations des partis et autres candidats en lice se font désirer. La dernière réclamation que le coordinateur de cette permanence venait de réceptionner avant notre brève entrevue émanait du RND qui remettait une requête au sujet de l'exploitation par le MPA d'un bien de l'Etat à son profit. Sauf que ladite requête que nous avons parcourue fait part d'une activité culturelle au

niveau de la salle de cinéma Echabab (ex-Casino), située non loin de là, que la fédération d'Alger du parti que préside Amara Benyounès a transformée en activité partisane pour faire la promotion de ses candidats au niveau de la capitale, et était organisée le 2 avril écoulé, soit une semaine avant l'entame de la campagne électorale. Remarque dont a pris acte Idir Hassaïne, qui soutient que c'était là la troisième requête et la première du genre, les deux précédentes ayant trait à la même problématique, celle d'une relative anarchie concernant l'affichage des posters des candidats des partis. Puisque, précisera Hassaïne, des représentants de partis confondent entre le numéro natio-

nal attribué à chaque formation et le numéro d'ordre attribué à ces mêmes formations au niveau de chaque circonscription. Des réclamations vite prises en charge une fois la permanence interpellée, par décision notifiée au parquet et au wali pour exécution. Ceci dit, il arrive souvent que ce soient les membres de ladite permanence, des notaires et des huissiers de justice réquisitionnés, qui prennent acte de ces dépassements et y remédient. Autre mission que l'appendice de la HIISE au niveau de la capitale accomplit, le changement de programmation concernant les lieux publics retenus pour chaque parti pour les besoins de la campagne

électorale. D'ailleurs, au moment de prendre congé de Hassaïne, un représentant du FFS le sollicitait pour un désistement du parti d'une salle à Rouiba pour le Front El Moustaqbel et vice versa, le désistement du parti de Abdelaziz Bélaïd d'une salle à Réghaïa au profit du parti de feu Hocine Aït-Ahmed. Des sollicitations du genre, il y en a eu et il y en aura et auxquelles la permanence de la HIISE répond favorablement, regrettant, néanmoins, que certains partis ne l'avertissent pas à temps ou pas de l'annulation de leurs activités au niveau des espaces publics retenus pour la campagne électorale.

M. K.

MOUSSA TOUATI À EL TARF :

«Le système politique algérien est injuste»

**Il y avait peu de monde dans la grande salle du complexe omnisports de proximité du village de Sidi-Kassi, relevant de la commune de Ben-M'hidi, lors du meeting du président du FNA, M. Moussa Touati.**

Le premier homme du FNA a tiré à boulets rouges sur le système en l'accusant d'être «un système politique injuste et qui veut annuler les élections pour instaurer un conseil transitoire qui aura

les mains libres de diriger le pays, selon son gré. On veut mélanger les cartes politiques et les élections ne sont pas dénuées de suspensions. L'Union européenne n'a pas avalisé les précédentes élections comme les autres organisations à l'image de l'Union africaine et la Ligue arabe». Et d'ajouter en abordant la polémique de l'apparition du visage des femmes sur les affiches que «la femme doit être libre d'afficher son visage ou non. La Commission nationale de surveillance des élections est composée de fonctionnaires qui ne sont pas élus par le peuple. La femme doit se conformer

à nos traditions et notre religion. Nous avons une liste composée uniquement de femmes et 4 autres listes dont les têtes de listes sont des femmes». Puis l'orateur s'attaquera sans ménagement aux salaires des ministres et à leurs dépenses qui dépassent, selon lui, les 300 millions de centimes par mois. Enfin, il exhortera les présents à aller voter massivement le 4 mai pour ne pas laisser le pays aux mains de ceux qui veulent l'hypothéquer vis-à-vis de notre ancien colonisateur.

Daoud Allam

BOUMERDÈS

Séminaire international sur la peine de mort

**C'est probablement une première en Algérie qu'un dossier aussi lourd qu'est la peine de mort soit débattu publiquement au sein d'une institution quasi officielle, le bâtonnat de Boumerdès en l'occurrence.**

Non seulement ce débat sera contradictoire, puisque y participeront les soutiens et les activistes qui y sont contre, mais il sera placé sous la lanterne juridique et humaine.

Selon maître Ahmed Benantar, bâtonnier de Boumerdès, président du Comité national algérien de l'UIA (Union internationale des avocats) et membre de la présidence de l'UIA, le

maître d'œuvre de ce conclave, des intervenants viendront du Maroc, de Tunisie, de France, de Belgique et bien entendu d'Algérie pour débattre de ce dossier les 28 et 29 avril. Certains orateurs (maître Miloud Brahimi, maître Dmond Fretty, madame Florence Belliver, maître Mustapha Bouchachi...) sont connus au niveau mondial pour leur combat pour les droits de l'Homme en général et leur opposition à cette peine en particulier. Ce séminaire intitulé : «La peine de mort, le débat continue», verra également la participation de juristes mauritaniens et libanais. Des thèmes extrêmement pointus sont au programme. On peut en citer quelques-uns : «La peine de mort en Algérie, pendant la guerre de Libération,

après l'indépendance et face au terrorisme.» «L'abolition en France.» «La peine de mort ; les éléments sous-jacents de débat.» «La peine de mort ; paroles de partisans.» Pour maître Benatar «ce débat s'impose puisque, d'une part, la société algérienne a connu des mutations et des évolutions et d'autre part, notre pays n'a pas encore pris de position sur ce dossier.» Effectivement, notre pays a signé, en 1993, un moratoire sur la peine de mort et a, depuis cette année, suspendu les exécutions en dépit de la terrible violence qu'a vécue l'Algérie. En tout cas, on s'attend à des joutes passionnées et un débat de haut niveau.

Abachi L.

HOMMAGE À SAÂD DAHLEB

L'homme de la rigueur et de l'humour

**Saâd Dahleb était un homme doté d'une «intelligence très aiguisée» et d'un «esprit humoristique». C'est ainsi que nombre de gens qui l'ont côtoyé l'ont décrit avant de souligner son aptitude à prendre des décisions et sa capacité de conviction.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Intervenant hier au forum d'El Moudjahid à Alger, l'historien Amar Belkhodja décrit Saâd Dahleb comme un homme intellectuel et parmi les rares Algériens à avoir accédé à un diplôme. Soulignant son long parcours durant le mouvement national pour l'indépendance de l'Algérie, il rappelle qu'entre autres, il a été membre actif de la direction du PPA-MTL (Parti du peuple algérien-Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) en 1952 avant de s'installer à Alger et diriger le service de documentation du journal du parti. Il a également occupé le poste de

ministre des Affaires étrangères du 3<sup>e</sup> GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne). «Saâd Dahleb n'était pas du tout passif. Il s'attaquait toujours à l'administration française et au système colonial», dit-il. Amar Belkhodja évoque à l'occasion, les manifestations du 18 avril 1945 à Ksar Chellala, des événements, souvent méconnus. «Le 18 avril 1945, Saâd Dahleb et trois de ses compagnons ont été arrêtés suite à l'ordre du préfet. Une arrestation qui a mal tourné puisque les quatre hommes ont été libérés par la population de Ksar Chellala qui s'est interposée devant la voiture dans laquelle

ils étaient transportés», révèle-t-il. Selon lui, ça aurait pu prendre l'ampleur d'une émeute populaire. «C'est la première fois dans l'histoire contemporaine qu'un système colonial est chassé dans la précipitation et l'humiliation et dans l'affront. Le préfet et ses compagnons ont été contraints de battre en retraite». Mieux encore, poursuit-il, «les voitures du cortège ont été interceptées et fouillées par des habitants du Ksar Chellala. Les Chellalis sont ainsi parvenus à humilier l'autorité coloniale». Pour l'historien, Ksar Chellala a été pendant une journée une zone «libérée». Seulement, une répression s'est abattue sur la ville dès le lendemain, 19 avril. «Un assaut a été donné contre Ksar Chellala et des arrestations et tortures se sont enchaînées. Dahlab faisait partie du lot», ajoute-t-il. Prenant part à l'initiative de l'Association Machaâl el chahid,

Réda Malek, membre de la délégation FLN (Front de libération nationale) pendant les Accords d'Evian, témoigne de son côté, de la «forte personnalité» de Saâd Dahleb. «Je l'ai connu de près aux négociations d'Evian. Nous avons eu de la chance d'avoir un homme comme Dahleb à ces négociations», dit-il. Selon lui, Dahleb avait une «intelligence très aiguisée» et un «esprit humoristique». «Son humour nous a beaucoup aidé lors des négociations d'Evian. Dès que la tension commençait à monter, il faisait appel à son humour et parvenait à la baisser». Mais pas que, puisqu'il le décrit également comme quelqu'un doté d'une grande capacité de prise de décisions. «Il n'attendait aucune instruction de la Tunisie», affirme-t-il faisant allusion au GPRA. Réda Malek se rappelle à cet effet, de Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes qui,

un jour, avait dit : «J'ai passé 40 ans à nouer et à dénouer mais je n'ai jamais eu des négociations pareilles. Et Dahleb de lui répondre : parce que ce sont des négociations avec des Algériens.» Même témoignage chez M<sup>e</sup> Ali Haroun, responsable politique de la Fédération de France du FLN. «Il avait l'art de trouver des solutions dans l'humour et la simplicité. C'est là que j'ai pu apprécier la valeur intellectuelle, politique et morale de Saâd Dahleb». Pour lui, la présentation du projet des négociations devant le CNRA (Conseil national de la révolution algérienne) en février 1962, a démontré la capacité de conviction de Saâd Dahleb. «Dommage qu'un homme de la valeur de Saâd Dahleb a été mis de côté après l'indépendance», déplore-t-il.

Ry. N.

Lyas Hallas parmi les lauréats du Pulitzer

Une première dans les annales de la presse algérienne. Lyas Hallas, notre confrère au *Soir d'Algérie*, a été retenu parmi les lauréats du prestigieux prix international Pulitzer attribué au Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dont fait partie le journaliste. Ce consortium est l'auteur des fameux Panama Papers, qui avaient bouleversé le monde en publiant des documents mettant en cause de nombreux dirigeants de la planète, impliqués dans des affaires de corruption. Lyas Hallas a participé à ces enquêtes aux côtés du *New York Times*, du *Washington Post*, du *Wall Street Journal*, du *New York Daily News* ou de *ProPublica*, (ICIJ), *McClatchy* et le *Miami Herald*. Lyas Hallas avait enquêté de son côté sur la corruption en Algérie, révélant l'implication de certains responsables. Son nom a été cité parmi les dix enquêtes primées par le Pulitzer. Le ICIJ avait publié plus d'une centaine d'articles à travers toute la presse mondiale. Félicitations au lauréat.

R. N.